



Secrétaire Exécutif (Chief Digital Officer) de l'Unité de Gouvernance Digitale (UGD)

1. CONTEXTE

Dans le cadre de la vision posée dans l'IEM et le PEM, l'Etat ambitionne de mener une transition numérique dans la Grande Ile, afin qu'à terme du processus, soient mise en place une société et une économie numériques équitables et pérennes, ainsi qu'une Administration digitalisée accessible, efficace et transparente.

Par son onzième Velirano, le Chef de l'Etat a réitéré et réaffirmé cette volonté étatique en s'engageant à « Moderniser Madagascar », notamment par la révolution numérique.

Déléataire de la mission de mise en œuvre du processus de transformation digitale et de développement de l'économie numérique malagasy, le Ministère en charge du Développement Numérique, de la Transformation Digitale, des Postes et des Télécommunications a conçu une politique qui assoit et trace les grandes orientations de la vision numérique de l'Etat. Il a pour ce faire, décliné en termes opérationnels dans le Plan Stratégique National du Numérique, la vision en question.

La réalisation des programmes et projets dans ce Document cadre, ainsi que ses évolutions futures, nécessite une entité dotée des mandats, organisation et modalités fonctionnelles nécessaires et possédant les exigences requises en matière de compétences, de logistiques et d'infrastructures, afin d'accomplir sa mission de mise en œuvre et de réalisation de la Politique numérique.

A cet effet, l'Unité de Gouvernance Digitale (UGD) a été mise en place en 2019, avec l'appui de la Banque Mondiale, via notamment le PROjet de Gouvernance Digitale et de Gestion de l'identité MalagasY (PRODIGY). Elle fût instituée par le décret n° 2022-866 du 08 juin 2022 portant création de l'Unité de Gouvernance Digital et fixant ses statuts.

L'Unité de Gouvernance Digital est placée sous la conduite d'un Secrétaire Exécutif, ayant qualité de Chief Digital Officer (CDO). L'équipe de l'UGD se compose de 30 personnes (product owners, développeurs, designers UX/UI, Architecte Urbaniste SI). Ses effectifs ont vocation à croître rapidement.

2. PRESENTATION DE L'ORGANISME SOUS LA GESTION DU CDO

Aux termes du décret créateur et statutaire de l'Unité, l'Unité de Gouvernance Digitale est un Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial, à vocation technique et de recherche. Elle est institutionnellement rattachée à la Présidence de la République et est placée sous la tutelle technique conjointe de son entité de rattachement et du Ministère du Développement Numérique, de la Transformation Digitale, des Postes et des Télécommunications. Elle possède un Conseil d'Administration chargé de sa gestion stratégique.

Dans sa mission de mise en place de l'e-Gouvernance, sous la conduite du CDO, l'Unité est chargée de :

- Mettre en œuvre la vision numérique de l'Etat ;
- Mettre en œuvre la stratégie nationale de digitalisation et de réduction de la fracture numérique ;
- Etablir les normes et les standards de l'Etat en matière de digitalisation et en assurer le respect pour la mise en place de l'e-Gouvernance ;
- Conseiller et appuyer les départements gouvernementaux, les institutions publiques et les organismes publics dans la conception et la réalisation des projets d'e-Gouvernance ;
- Aider l'État à se doter de services respectant un référentiel regroupant les bonnes pratiques, standards, règles et normes recommandés ;
 - Mettre en œuvre la stratégie de gouvernance des données, procéder à sa mise en œuvre et son contrôle dans tous les projets relatifs à l'e-Gouvernance ;
 - Promouvoir les bonnes pratiques en matière de digitalisation au sein du Gouvernement, notamment sur l'approche agile, centrée sur le besoin des utilisateurs ;
 - Développer et mettre en œuvre un programme de renforcement de capacité de l'Administration malagasy en compétences digitales ;
 - Appuyer le développement de l'économie digitale à Madagascar et améliorer la compétitivité du secteur privé en encourageant l'entrepreneuriat et l'innovation dans le secteur du numérique.

Dans ses attributions principales figurent :

- la dotation de l'Etat de services digitalisés, qui respectent un référentiel regroupant les bonnes pratiques, standards, règles et normes internationaux ;
- l'opérationnalisation des services publics digitalisés, dans le but d'améliorer la qualité et l'accès auxdits services, tant au niveau des départements gouvernementaux, des institutions publiques et organismes de l'Etat, que des Collectivités ;
- l'appui actif de la mise en place et de la gestion de l'identifiant numérique ;
- la simplification des démarches administratives dans la fourniture des services aux citoyens.
- l'appui de la mise en place des réformes et programmes stratégiques de l'Etat en matière de digitalisation ;
- le renforcement de la compétence numérique de l'Etat ;
- la réalisation d'analyses prospectives aux fins de la mise en œuvre de la digitalisation ; l'appui de la dématérialisation effective des procédures au niveau de l'Administration ; la contribution à la mise en œuvre de l'e-Gouvernance à l'échelle nationale ;
- la mise en place et la gestion d'un système d'information interopérable fiable pour l'efficacité des actions gouvernementales ;
- la promotion de la diffusion des outils numériques et du développement de leur usage auprès des citoyens ;
- l'incitation à la recherche et au développement des outils numériques ;
- la contribution à la mise en place d'un environnement propice à la réussite des programmes de transformation digitale et d'accompagnement du changement ;
- la définition le référentiel d'architecture du système d'information de l'Etat malagasy ;
- la contribution à la réalisation des projets de mise en place des « data center » de l'Etat malagasy ;
- la mise en place d'un portail unique pour l'Etat malagasy ;

- la réalisation des activités de veille technologique, de recherche et de développement pour le compte de l'Etat malagasy ;
- l'accompagnement de la définition et l'appui de la mise en œuvre de programmes de formation et de renforcement des capacités nationales en matière digitale ;
- la mise en conformité, avec les Directions des Systèmes d'information des ministères, des projets informatiques des Ministères et organismes rattachés aux normes et standards de l'Etat malagasy lors des phases de conception, développement et de mise en production ;
- l'élaboration et la mise à jour régulière des normes et standards en matière de digitalisation, centrés sur les besoins des utilisateurs, et sensibiliser l'administration publique malagasy sur l'existence et le respect desdits normes et standards ;
- la collaboration avec les organismes publics pour l'élaboration d'un catalogue de services publics afin de mettre régulièrement à jour ledit catalogue ;
- l'appui de l'Administration dans la mise en œuvre des services publics « multicanaux » adaptés aux environnements à faible connectivité ;
- la contribution à la promotion d'un environnement propice à la confiance des utilisateurs en matière de services publics digitalisés, notamment en assurant une communication ouverte et fréquente sur la transformation digitale à Madagascar, et en appuyant la mise en place de système de gestion des plaintes avec les services concernés ;
- la fourniture d'outils aux services publics et organismes pour optimiser leur visibilité, en l'occurrence dans le domaine de la communication par email et sms, du design des services digitaux, et des bibliothèques de contenus ;
- l'appui des organes chargés de la cybersécurité et de la protection des données informatiques en général, dans leur mission ;
- la garantie de la sécurisation des données et de la continuité des services et des applications issus de la digitalisation ;
- la définition des normes permettant de catégoriser les données de l'Etat ainsi que les données publiques et privées ;

Dans son rôle de promoteur du développement de l'économie digitale, l'Unité, sous la conduite du CDO, a également à sa charge :

- la fourniture d'une plateforme d'interopérabilité sécurisée de confiance aux acteurs du secteur privé qui souhaitent utiliser ou fournir des services numériques au public ;
- la fourniture des services partagés (paiement, notification, authentification, etc. pour l'approche « Government as a Platform »
- le développement d'une politique de gestion et de sauvegarde des données, y compris l'utilisation du cloud
- la certification de manière authentique, en tant qu'autorité nationale habilitée, à cet effet, des plateformes des entités publiques et privées utilisées par les citoyens et les entreprises ;
- la réalisation du développement d'interfaces de connexions (API) aux services numériques et de données publiques ;
- la fourniture de services applicatifs aux entités privées pour la mise aux normes et standards de leurs infrastructures numériques qui sont susceptibles de se connecter à l'Administration publique ;
- l'organisation de formations certifiantes dans le domaine du numérique pour les agents du secteur public et privé.

En général, l'Unité met en œuvre toute activité, projets ou programmes qui peuvent contribuer à la réforme de l'Administration par la transformation digitale, ainsi qu'au développement de l'économie numérique.

3. OBJECTIFS DE LA FONCTION

Le Secrétaire Exécutif est le premier responsable de l'organe exécutif de l'Unité. Il a qualité pour agir au nom et pour le compte de cette dernière dans les actes et activités la concernant tant vis-à-vis du Gouvernement que des entités publiques, que vis-à-vis du secteur privé, du grand public ou au niveau international, sous réserve par rapport à ce dernier, des mandats que lui confère ses autorités de tutelles.

Chef de l'Administration de l'Unité, il assure, à ce titre, le bon fonctionnement de la structure, conformément aux modalités organisationnelles et procédurales définies dans les statuts de l'Unité. Il veille à l'exécution des résolutions prises par le Conseil d'Administration, conformément aux politiques et stratégies définies par les autorités de tutelle.

Manager de l'Unité, il assure l'effectivité des services confiés à l'Unité et coordonne l'exécution des activités, projets et programmes dévolus à celle-ci. Il est en somme, le garant de l'accomplissement des missions de l'UGD. A ce titre il veille à ce que soient exploitées et déployées efficacement toutes les ressources de l'Unité, ainsi que celles dont il est occasionnellement doté.

Leader de l'équipe de l'Unité, il assure l'animation et la dynamisation de l'Unité. Il veille à instituer et maintenir un environnement de travail décent, harmonieux et motivant au sein de l'Unité. Il garantit la valorisation et la montée en compétence des membres de l'équipe sous son management.

4. . MISSIONS ET ATTRIBUTIONS DU CDO

La principale mission du CDO est la gestion de l'Administration de l'Unité, l'accomplissement par l'Unité de ses missions et attributions.

Le CDO doit veiller à ce que l'Unité remplisse envers l'Administration ainsi que le secteur privé son rôle de :

- Force de proposition pour que l'écosystème numérique malagasy soit un environnement de confiance et sécurisé, inclusif, pérenne, résilient et surtout souverain.
- Promoteur de l'utilisation de pratiques ouvertes et agiles en matière de développement de services publics auprès des ministères et autres administrations
- Accompagnateur des administrations dans la mise en place des fondements, des normes, et des standards de la transformation numérique mis en place par l'UGD
- Conseiller attitré en matière de numérique, et émettre en tout temps des avis, et recommandations pour le développement de l'économie numérique malagasy.
- Promoteur des bonnes pratiques internationales au sein de l'Administration Publique en matière de digitalisation, et en particulier le principe de plateformes partagées, l'adoption des approches agiles et de design centré sur les besoins des utilisateurs (user needs research), les standards open source, et la modernisation de la politique de stockage des données (notamment via l'utilisation du cloud).
- Promoteur de l'économie numérique et de la transformation digitale, et en cette qualité, initier des recherches et études pour l'amélioration continue de la digitalisation de l'Administration, promouvoir et contribuer aux activités, projets ou programmes de développement de l'entrepreneuriat digital, en l'occurrence le renforcement des compétences numériques.

Le CDO rend compte au Conseil d'Administration de ses activités et est périodiquement évalué par la Présidence et le Ministère de tutelle technique sur la base du Plan annuel de travail et des indicateurs relatifs à chaque Projet confié à l'Unité.

Il est chargé de réaliser les objectifs prédéfinis conformément aux directives du Conseil d'administration. A ce titre ; il investi du pouvoir de décision nécessaire à la bonne marche de l'UGD. A cet effet, il doit :

- assurer la coordination générale des activités de l'Unité et le fonctionnement effectif de l'UGD selon les bonnes pratiques internationales, y compris l'approche agile et l'analyse des besoins des utilisateurs ;
- élaborer le plan de travail de l'Unité ;
- concevoir, préparer, élaborer et soumettre au Conseil d'Administration le plan d'affaires, le programme d'activités, le projet de budget et les états financiers de l'Unité;
- gérer les activités, l'organisation et le fonctionnement du Secrétariat Exécutif ;
- mobiliser les financements pour l'Unité, auprès des organes de financements publics ou privés, nationaux ou internationaux, afin d'assurer la pérennité de la mission de l'Unité ;
- coordonner les aspects opérationnels et pratiques de la mise en œuvre de la transformation digitale dès lors que l'intervention de l'Unité est requise.
- assurer la mise en place d'une politique de recrutement et de gestion des ressources humaines pour attirer, faire grandir et conserver les talents, tout en mettant en place des objectifs et un suivi de performance des équipes

En outre, il doit appuyer la mise en œuvre du projet PRODIGY :

- Elaboration et adoption des principes numériques et standards de services publics et d'interopérabilité pour Madagascar. Sensibilisation et appui pour l'adoption progressive au sein du Gouvernement et des institutions publiques
- Mettre en place un processus de sélection et priorisation des projets de l'UGD sur la base des critères de sélection du document d'évaluation du projet et d'autres critères objectifs et mesurables liés aux indicateurs de résultats du projet et à la capacité de l'UGD.
- S'assurer de la réalisation en temps voulu des services publics numériques prioritaires, notamment l'amélioration du portail unique de services publics, et le développement de nouveaux services en matière de télé-éducation, et de télé-santé.
- Travailler en étroite collaboration avec toutes les parties prenantes du projet et notamment les ministères ;
- Travailler en étroite collaboration avec le CIRT et le CMIL en matière d'élaboration et mise en œuvre des stratégies de protection des données personnelles et de cybersécurité.
- Appuyer les Ministères, institutions publiques et organismes publics dans la réalisation des projets de digitalisation répondant aux besoins prioritaires des usagers, en adéquation avec les standards de service et en assurant l'interopérabilité entre toutes les initiatives
- Identifier et gérer les risques stratégiques, et, eu besoin, les faire remonter et partager avec les principaux intervenants.
- Soutenir l'ensemble du cycle de passation de marchés des technologies numériques dans le cadre du projet PRODIGY
- Entreprendre toutes les actions nécessaires pour l'attente des résultats du PRODIGY ;

5. RESULTATS ATTENDUS :

Il est attendu du CDO :

- Leader en matière de transformation digitale
 - Plus grande visibilité de l'UGD au sein de l'administration publique et plus généralement de l'écosystème numérique malgache
 - Renforcement et pérennisation des relations entre l'UGD et les ministères
 - S'assurer de la coordination des activités financées par les bailleurs de fonds en matière de transformation digitale.
- Contribuer à la mise en œuvre satisfaisante de la composante 2 du projet PRODIGY et la réalisation des indicateurs clés de l'UGD dans le cadre de PRODIGY :
 - 50% de la population disposant d'un nouvel identifiant unique
 - 5,000,000 utilisateurs bénéficiant des services numériques conformes aux normes et standards de service
 - Déploiement d'un domaine unique pour le gouvernement o 10 systèmes conformes aux standards d'interopérabilité o 5,000 certificats de formation par l'UGD
 - 15 services inclus dans le tableau de bord de performance
- Assurer le bon fonctionnement et management de l'unité de gouvernance digitale
 - Meilleure attractivité et rétention des talents à travers la création d'un environnement de travail qui leur soit propice
 - Gains d'efficacité nés d'une meilleure organisation de l'équipe, distribution des tâches, et application de méthodes de travail ouvertes et agiles

6. LIVRABLES :

- Le CDO sera tenu de fournir un rapport succinct de mise à jour mensuelle, présenté sous un canevas prédéfini, qui montrera l'avancement des différentes activités et un rapport mensuel sur l'avancement vers les cibles annuelles du projet PRODIGY et les mesures et actions correctives et d'ajustements prises, focalisé sur la Composante 2 et les aspects technologiques de la Composante 1

7. PROFIL DU CDO

Stratège, visionnaire, communicant, force de proposition et de persuasion. Professionnel expérimenté dans le management d'équipe et aguerri au concept du développement numérique et de la transformation digitale

- Diplôme de l'enseignement supérieur : Master ou ingénieur en gestion stratégique, en développement organisationnel/sciences des organisations, en génie des systèmes d'information
- Certifié en Architecture d'entreprise et en leadership digital
- Au moins 8 ans d'expériences professionnelles dans l'une ou plusieurs des disciplines suivantes :
 - Planification stratégique
 - Gestion de projets
 - Gestion du changement
 - Sensibilisation et éducation
 - Techniques et technologies

- Capacité à véhiculer une vision d'avenir convaincante en matière de transformation digitale : Vision stratégique, capacité d'analyse et d'intégration,
- Capables de travailler efficacement en équipe et de travailler dans un environnement multiculturel.
- Au moins deux expériences professionnelles au sein ou au service de l'administration publique Malagasy
- Au moins une expérience de travail dans ou avec de grandes bureaucraties et antécédents en « bureaucracy-hacking » ou d'influence de parties prenantes de premier plan
- Au moins deux expériences de conduite de projet de transformation avec composante digitale orienté résultat dans les 10 dernières années
- Maîtrise du malagasy et du français- à l'écrit et à l'oral
- Parcours d'accomplissement et de conduite de tâches de façon autonome
- Au moins un cadre de résultat sur un projet de transformation

Sont considérés comme de solides atouts :

- Toute forme d'expérience internationale
- Une bonne connaissance de l'écosystème numérique à Madagascar
- Capable de communiquer et présenter en anglais
- Connaissances des fondements et des enjeux relatifs aux nouvelles technologies numériques (ex : mobile, cloud computing, big data et intelligence artificielle, blockchain, biométrie) et interopérabilité.